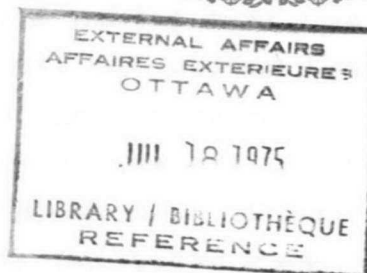


STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



ALLOCUTION PRONONCÉE PAR
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES DU CANADA,
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,
DEVANT LES MEMBRES DU CERCLE
DES JOURNALISTES DU JAPON,
LE 25 JUIN 1975

"LES VOIES NOUVELLES DE LA
COOPÉRATION CANADO-JAPONAISE"

A l'occasion de la Septième réunion du Comité ministériel Canada-Japon, je suis très heureux de prendre la parole devant les membres du Cercle des journalistes du Japon. Comme la plupart d'entre vous le savent déjà, après lecture du communiqué final qui a été publié hier, la délégation que j'ai dirigée a tenu des entretiens très fructueux avec les ministres et les fonctionnaires du gouvernement japonais. Ces entretiens nous ont permis d'expliquer à votre gouvernement comment nous, Canadiens, espérons élargir et approfondir les relations canado-japonaises, selon le vœu exprimé conjointement par votre premier ministre d'alors et le premier ministre Trudeau, lors de leur rencontre de septembre dernier à Ottawa.

Nous nourrissons de grands projets, qui ne pourront certes être réalisés par la seule action des gouvernements. Ils nous faudra aussi la compréhension et l'appui de nos deux peuples: ce pourquoi j'ai accepté votre invitation avec plaisir. Dans les sociétés démocratiques, les grandes politiques ne peuvent être élaborées et mises en oeuvre que si tous les citoyens y participent activement. Pour ce faire, ces derniers doivent être informés -- et bien informés. A ce titre, les media sont chargés de fonctions capitales, soit de recueillir, de diffuser et d'analyser l'information au profit du grand public. Les Canadiens se plaignent souvent d'être mal compris à l'étranger; pourtant, ils ne prennent pas toujours la peine de bien s'expliquer. Si vous me le permettez, je tenterai donc aujourd'hui d'expliquer ce qu'est le Canada.

Il existe encore beaucoup d'incompréhension et bien des conceptions erronées sur nos deux pays qui façonnent l'idée que se font les hommes d'affaires, les journalistes, les fonctionnaires et les hommes politiques

de la société et de l'économie du Japon et du Canada: partant, elles influencent de façon négative l'évolution de nos relations bilatérales. Il est donc impérieux que nous corrigions ces perceptions si nous voulons élargir et approfondir ces relations, un objectif que nous considérons hautement souhaitable et éminemment réalisable. Ainsi, je ne puis que déplorer le fait que bon nombre de Canadiens n'ont pas encore pris conscience des progrès économiques remarquables réalisés par le Japon au cours des vingt dernières années et de l'énorme potentiel que votre pays représente pour le Canada en tant que partenaire économique. Mais aujourd'hui, ici à Tokyo, je voudrait plutôt dissiper quelques-unes des conceptions dépassées que malheureusement certains Japonais entretiennent encore au sujet du Canada.

Un trop grand nombre de nos amis de l'étranger, même parmi nos plus proches voisins, conservent toujours du Canada une image stéréotypée et depuis longtemps périmée. En causant avec eux, nous avons l'impression qu'ils considèrent le Canada comme un pays de grands espaces, bordé par trois océans, pratiquement inhabité, couvert de forêts et de champs de blé s'étendant à perte de vue et regorgeant de minéraux de toutes sortes. Mises à part ces ressources tant convoitées, le Canada est perçu comme un pays froid et inhospitalier, où l'étranger s'aventure à ses risques et périls, redoutant invariablement d'être isolé pendant des semaines par quelque tempête de neige. Ce pays compte bien quelques villes, ici et là, mais elles servent presque exclusivement à recueillir et à expédier outremer le minerai, le bois d'oeuvre et le blé que cette curieuse population est toujours disposée à vendre au premier venu. Le régime politique de ce pays exotique est si complexe que bien des étrangers ont renoncé depuis longtemps à en comprendre le fonctionnement: onze gouvernements n'y cessent de se quereller et selon toutes apparences, ne sont jamais capables de s'entendre sur quoi que ce soit.

Les Etats-Unis exercent sur ce drôle de Canada une influence mystérieuse et si pénétrante qu'il importe peu que ces onze gouvernements parviennent ou non à se mettre d'accord. Pour ne pas nuire aux bonnes relations qu'ils entretiennent eux-mêmes avec les Etats-Unis, certains Japonais semblent croire qu'il est hautement souhaitable de ne pas entretenir des rapports trop suivis avec les Canadiens -- sauf en cas d'absolue nécessité, lorsqu'il le faut bien pour obtenir du minerai, du bois d'oeuvre et du blé à des prix avantageux. Bien sûr, ces Canadiens achètent beaucoup de produits manufacturés au Japon, ce qui est bien utile lorsque vient le temps de payer pour ces matières premières; mais ils ne fabriquent eux-mêmes à peu près rien qui pourrait avoir quelque attrait pour les firmes et les consommateurs si exigeants du Japon.

Evidemment, j'ai volontairement exagéré les choses. Vos hommes d'affaires et vos fonctionnaires sont trop intelligents pour entretenir des notions aussi simplistes sur le Canada. Mais cette caricature vous fera mieux comprendre la frustration que les Canadiens éprouvent souvent dans leurs rapports avec les Japonais.

Il est vrai que la superficie du Canada est environ trente fois supérieure à celle du Japon et que notre pays est mieux pourvu en ressources agricoles, forestières et minérales; mais notre population, bien que plus faible que celle du Japon, constitue un marché important pour les produits ouvrés, en raison de son taux de croissance et du niveau élevé de ses revenus. En fait, l'accroissement de la main-d'oeuvre est plus rapide au Canada que dans tout autre pays industrialisé; et nous avons souvent l'impression que les Japonais oublient qu'un très grand nombre de Canadiens -- en fait, des villes et des collectivités entières -- vivent de nos industries agricole et minière, lesquelles ne peuvent, au stade primaire, susciter un nombre suffisant d'emplois pour fournir du travail à toute

notre population active. Peu de Japonais semblent se rendre compte qu'une très faible proportion de notre produit national brut, qui se chiffre à environ 42,000 milliards de yens (\$140 milliards) par année, provient des secteurs agricole et minier. Le Canada exporte certes un volume important de matières premières: mais la plupart des Canadiens gagnent leur vie dans les secteurs secondaire et tertiaire de l'économie. Qui plus est, bon nombre d'industries canadiennes sont à l'avant-garde du progrès technologique. Ainsi, le Canada est l'un des cinq pays du monde à avoir mis au point de façon autonome sa propre filière électro-nucléaire, le Candu; et il est le seul à y être parvenu dans le cadre d'un programme de recherches nucléaires mené exclusivement à des fins pacifiques. De même, le Canada a été le deuxième pays du monde à construire ses propres satellites de télécommunications, illustration éclatante des progrès de ses industries aérospatiale et électronique. Nous avons également mis au point des produits ou des procédés originaux et techniquement concurrentiels dans des secteurs comme l'équipement minier et forestier, le transport à haute tension de l'énergie électrique et la construction, pour n'en citer que quelques-uns.

Il est vrai que bon nombre de nos villes sont situées le long des côtes et qu'elles ont servi à l'origine de ports d'acheminement pour nos matières premières. Mais cette époque est depuis longtemps révolue et la prospérité économique des régions métropolitaines du Canada dépend aujourd'hui de l'expansion des industries manufacturières, des institutions financières et des autres industries de services.

Evidemment, aucune de ces villes ne se compare à Tokyo quant à la taille; mais Montréal et Toronto sont presque aussi peuplées qu'Osaka et devancent Nagoya et Yokohama; on prévoit même que, dans quelques années,

Vancouver aura rejoint Kobe. Heureusement pour nous, les problèmes de la congestion urbaine et industrielle ne sont pas aussi aigus au Canada que dans d'autres pays; mais nous élaborons présentement une politique globale d'aménagement régional pour faire face à des problèmes qui, bien que moins pressants, sont essentiellement les mêmes que ceux que vos administrations municipales doivent résoudre.

Malgré des différences manifestes au chapitre de la superficie, de la population et de la dotation en ressources, l'économie du Japon et celle du Canada ont donc accédé, au cours du XX^e siècle, à la maturité industrielle. L'histoire et la culture des deux pays sont elles aussi fort différentes et, comme ce sont là deux des facteurs déterminants du développement socio-économique, on peut s'attendre à ce que nos deux sociétés continuent d'évoluer à l'avenir dans des voies quelque peu différentes. Mais là encore, je crains que Japonais et Canadiens n'aient tendance à surestimer la portée de ces différences; car on relève des coïncidences étonnantes et même des convergences dans l'histoire de nos deux pays.

L'histoire du Canada moderne commence en 1608, lorsque l'explorateur français Samuel de Champlain a fondé à Québec le premier établissement permanent des Européens en Amérique septentrionale; et la fondation de Québec coïncide, dans l'histoire du Japon, avec le début de la période Edo, au cours de laquelle ont eu lieu les premiers contacts sporadiques entre le Japon et la civilisation occidentale. Le Japon avait près de 1,000 ans d'histoire derrière lui lorsque Tokogawa Ieyasu a été fait shogun par l'Empereur, en 1603; mais on peut avancer que les colons français et britanniques qui se sont établis au Canada au cours des trois siècles suivants ont apporté avec eux l'héritage culturel de l'Europe, vieux lui aussi de milliers d'années.

La restauration du pouvoir impérial sous l'Empereur Meiji, en 1868, est un fait encore plus marquant dans l'histoire du Japon, puisqu'elle a été le point de départ de la modernisation et de l'industrialisation du pays. Par une autre coïncidence étrange, 1867, soit l'année précédente, est également une date très importante dans l'histoire du Canada: c'est l'année de la Confédération, alors que les quatre provinces fondatrices de l'Amérique du Nord britannique ont décidé de s'unir pour instaurer une nouvelle souveraineté fédérale de l'Atlantique au Pacifique. En dépit des différences notables entre nos deux sociétés à cette époque, il faut reconnaître que les tâches assumées par le gouvernement fédéral du Canada ressemblaient fort à celles que s'était donné le gouvernement Meiji au Japon: création d'une administration centrale, amélioration des moyens de communications par la construction de chemins de fer, expansion de la production agricole, mise sur pied d'industries manufacturières, d'institutions financières et ainsi de suite.

Depuis lors, nos deux sociétés ont été profondément influencées par les Etats-Unis; et c'est là une autre convergence frappante entre l'histoire moderne du Japon et du Canada. Lorsque le commodore Matthew Perry est entré dans la baie de Tokyo, en 1853, pour y négocier le premier traité d'amitié et de commerce entre le Japon et un pays occidental, les provinces canadiennes misaient sur la négociation d'un traité de réciprocité avec les Etats-Unis pour assurer leur développement économique; et même si elles ont dû bientôt renoncer à ce projet, la prospérité de l'économie canadienne est demeurée étroitement liée depuis à celle des Etats-Unis. Certes, les relations que le Japon et le Canada ont entretenues avec ce grand pays ont évolué tout autrement durant la première moitié du XX^e siècle. Mais depuis trente ans nos politiques étrangères

sont fondées sur le maintien de relations étroites avec les Etats-Unis; et nos deux sociétés ont été profondément marquées par ces relations. Dans votre cas, l'influence américaine s'est peut-être manifestée principalement au sein des institutions sociales et politiques; tandis qu'au Canada, elle a été surtout d'ordre économique et culturel.

Aujourd'hui le Japon et le Canada s'accordent pour reconnaître que l'influence des Etats-Unis a été largement bénéfique chez eux. Néanmoins, je crois que nous sommes conscients que cette influence, comme celle de tout autre pays, ne doit pas devenir trop envahissante si nous voulons préserver l'autonomie de notre développement socio-culturel. Peut-être le Canada doit-il exercer à cet égard une vigilance plus grande que le Japon. Notre histoire n'est pas très ancienne et ne nous a pas encore permis d'acquérir une culture aussi forte et homogène que la vôtre. Le Canada est un pays jeune; il a été construit par plusieurs groupes autochtones et des générations successives d'immigrants venus d'un peu partout, tous attachés à leurs traditions culturelles. Nous avons adopté comme langues officielles les idiomes des deux groupes ethniques les plus importants, soit le français et l'anglais. Notre pays est si vaste qu'une fois établis dans quelque région ou province, des immigrants d'origines pourtant très diverses se sont vite reconnu une identité régionale ou provinciale commune. Je me demande si les Japonais sont aussi portés à se définir comme "Shikokuois" ou "Kyushuiens" que les Canadiens n'ont tendance à s'identifier comme Québécois, "Westerners", Néo-Ecossais ou Colombiens!

Bref, notre culture nationale -- ou notre "multi-culture", comme nous l'appelons -- est fondée sur la diversité plutôt que sur l'homogénéité; et l'intégration politique au Canada est non seulement récente, mais elle doit aussi épouser les multiples identités régionales et allégeances provinciales des Canadiens. C'est ce qui

explique en grand partie la complexité de notre système fédéral de gouvernement, lequel laisse perplexé un si grand nombre de Japonais. On pourrait comparer, dans une certaine mesure, la matrice socio-culturelle du Canada d'aujourd'hui à celle du Japon de la période Heian, il y a environ mille ans, alors que vos ancêtres ont commencé à s'affranchir de l'influence chinoise, à assimiler les importations culturelles et techniques du continent et, ce faisant, à consolider les fondements de la civilisation japonaise. Le Japon était alors très vulnérable aux influences étrangères, et notamment à celle de la civilisation la plus avancée de l'époque; le Canada est tout aussi vulnérable aujourd'hui.

En conséquence, la volonté de préserver l'autonomie sociale, culturelle et économique du Canada est bel et bien la motivation politique fondamentale qui sous-tend les nouveaux objectifs de politique étrangère que notre gouvernement a formulés récemment et qu'il poursuit activement depuis.

Comme vous le savez, ce faisceau d'objectifs est connu au Canada sous le vocable de la "Troisième Option", du fait qu'ils ont été retenus après que deux autres voies aient été tour à tour examinées puis écartées. La première option aurait maintenu avec un minimum de rajustements nos relations économiques d'après-guerre avec les Etats-Unis. La deuxième aurait délibérément préparé l'intégration économique du Canada avec les Etats-Unis. Ces deux possibilités ont été écartées parce qu'elles n'auraient pas été compatibles, en longue période, avec l'existence du Canada comme entité politiquement indépendante et culturellement autonome. Nous estimions en outre que ces deux premières options n'étaient pas réalistes puisque tout gouvernement qui déciderait de les retenir se heurterait à une forte opposition de la part de la population canadienne et que la situation politique conséquente perturberait bien

davantage nos relations avec les Etats-Unis que ne pourrait le faire la mise en oeuvre de la "Troisième Option".

Mon prédécesseur a défini cette dernière comme "une stratégie globale et à long terme, visant à développer et à renforcer l'économie canadienne et les autres aspects de notre vie nationale". La diversification de nos relations économiques internationales est la clé de voute de cette stratégie.

Quelques-uns d'entre vous savent peut-être que, dans certains milieux, ces nouvelles orientations de la politique étrangère du Canada ont été perçues comme étant dirigées "contre" les Etats-Unis. Cette perception est tout à fait fausse. Au contraire, notre gouvernement recherche la diversification parce qu'il tient à préserver les assises politiques qui sous-tendent nos relations amicales et étroites avec les Etats-Unis. Nous sommes convaincus que la population canadienne ne pourra accepter que le Canada poursuive en longue période sa coopération économique avec son puissant voisin que si cette coopération est équilibrée par le resserrement de ses relations avec d'autres régions du globe. C'est sans doute pourquoi le gouvernement des Etats-Unis a généralement accueilli avec compréhension et bienveillance les nouveaux objectifs que nous nous sommes fixés.

Ainsi, notre nouvelle politique étrangère se rapproche sensiblement de votre Takaku Gaiko, c'est-à-dire de votre propre "diplomatie tous azimuts". J'insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un nouveau départ, et que si la politique globale a été élaborée, il reste à en préciser les modalités d'exécution. De plus, la mise en oeuvre de cette politique est à peine amorcée et, de toute évidence, ses progrès dépendront pour beaucoup de l'attitude de nos principaux partenaires économiques après les Etats-Unis, soit le Japon et l'Europe.

A ce titre, je dois dire que nos premières démarches auprès des Européens ont été très encourageantes. Comme vous le savez, le Premier ministre du Canada a récemment visité tous les Etats membres de la Communauté européenne ainsi que la Commission de Bruxelles. Les discussions entre fonctionnaires ont été à ce point fructueuses que la Commission a pu recommander au Conseil des ministres la négociation d'un accord entre la Communauté et le Canada. Voilà pourquoi l'objectif de notre politique européenne est généralement défini comme la négociation d'un "lien contractuel", même si la coopération industrielle bilatérale avec chacun des Etats membres demeurera, dans l'avenir prévisible, l'instrument principal du resserrement de nos relations économiques avec la Communauté.

Je puis vous assurer, au nom du Gouvernement canadien, que le nouveau dessein de notre politique étrangère accorde une importance tout aussi grande à l'intensification de nos relations avec le Japon. J'ai déjà fait allusion, au début de mon allocution, à l'engagement politique pris par nos deux premiers ministres dans le communiqué final publié en septembre dernier à l'issue de la visite au Canada de votre premier ministre d'alors, M. Tanaka. Je puis maintenant affirmer que la Septième réunion du Comité ministériel Canada/Japon, qui a pris fin hier, a été des plus encourageante et qu'elle a ouvert la voie à une série de pourparlers entre représentants de nos deux gouvernements sur un large éventail de sujets comme la coopération industrielle, la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques, la coopération agricole et l'entreprise de projets scientifiques et technologiques, pour n'en mentionner que quelques-uns.

Cette coopération plus étroite doit être pacifique, car le Japon et le Canada cherchent à maintenir des relations amicales avec tous les pays et ont renoncé aux armes nucléaires.

Il doit s'agir d'une véritable coopération, qui déborde largement du cadre du commerce bilatéral, bien que celui-ci en bénéficiera grandement; elle doit enfin être surtout axée sur le bassin du Pacifique, étant donnée la situation géopolitique des deux pays, même s'il faut prévoir que cette coopération s'étendra à d'autres régions du monde et profitera à bon nombre d'autres pays.

"Mais pourquoi donc avec-vous soudainement décidé d'entretenir des rapports plus étroits avec nous", s'enquière parfois certains de nos amis japonais? Mise à part la motivation politique fondamentale que je viens d'évoquer, les raisons pour lesquelles le Canada souhaite intensifier ses relations avec votre pays sont si nombreuses que je me bornerai aujourd'hui à en citer quelques-unes. Pendant la dernière décennie, le Japon est devenu la troisième puissance industrielle du monde et se classe désormais immédiatement après les Etats-Unis et l'URSS. Votre PNB atteindra bientôt \$400 milliards par année et j'ai la conviction qu'une fois bien amorcée la reprise du cycle économique en cours, l'économie japonaise reprendra son essor, même si les taux d'expansion "miraculeux" des années soixante devaient être inégalés. Le Japon est aussi la deuxième entité commerçante du monde de par le volume de ses importations et de ses exportations; les intérêts du pays dans le domaine de la navigation internationale sont considérables; ses grandes industries ont atteint un très haut niveau d'efficacité et de perfectionnement technique. Le Japon a donc toutes les caractéristiques d'un partenaire économique des plus attrayant pour le Canada.

Permettez-moi en outre de signaler que l'intérêt que porte le Canada au Japon n'est pas aussi soudain qu'on pourrait le penser. Au cours des vingt dernières années, les relations commerciales entre nos deux pays se sont développées à une cadence rapide et soutenue. En 1954, les exportations canadiennes destinées au Japon se chiffraient

à moins de 100 millions de dollars; l'an dernier, elles étaient vingt fois plus importantes, totalisant plus de 2.2 milliards de dollars. L'augmentation des importations canadiennes en provenance du Japon a été encore plus remarquable: elles sont passées de moins de 20 millions de dollars en 1954 à plus de 1.4 milliard de dollars l'an dernier -- c'est dire qu'elles se sont multiplié par soixante-quinze. On observe la même tendance dans d'autres domaines, comme l'investissement et le tourisme. Il n'est donc pas étonnant que le Japon soit devenu au cours des dernières années le deuxième partenaire commercial du Canada.

Je me permets d'ajouter que les consultations politiques entre nos deux gouvernements se sont multipliées ces derniers temps et qu'elles portent désormais sur une gamme beaucoup plus large de sujets d'intérêt commun. Nous attachons une grande importance à ces consultations, notamment en cette période troublée, alors que les relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement évoluent dans une direction encore difficilement prévisible. Les avis et les initiatives du gouvernement japonais sur ces questions revêtent pour nous d'autant plus d'importance que nous définissons présentement nos propres positions au sujet du "nouvel ordre économique", à la veille de la prochaine session extraordinaire des Nations Unies sur le développement. A cet égard, nous sommes fort conscients du fait que le Japon est la seule puissance industrialisée dont les échanges commerciaux sont répartis presque à parts égales entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement et qu'il est le plus grand importateur de matières premières industrielles et de produits agricoles au monde.

Mais il est peut-être plus pertinent de se demander pourquoi le peuple japonais devrait s'engager dans la voie d'une coopération plus étroite avec les Canadiens.

Un objet vous vient sans doute spontanément à l'esprit: les ressources. Mais, au risque de vous étonner, je soutiendrai que les ressources naturelles ne sont pas la chose la plus précieuse que le Japon peut importer du Canada, ni ce dont votre pays aura le plus besoin à longue échéance. Aux yeux des Japonais, la richesse la plus abondante du Canada ne devrait être ni l'énergie, ni les minéraux ni même les produits agricoles, mais bien l'espace; et, au fur et à mesure que son économie continuera de croître, le Japon aura bien davantage besoin d'espace que de ressources.

Comment le Japon peut-il importer de l'espace du Canada? Il m'apparaît que des arrangements à cet effet entre nos deux pays pourraient servir de fondement à la coopération économique plus étroite que nous, Canadiens, désirons instaurer à l'avenir. En déplaçant progressivement en sol canadien les industries qui requièrent le plus d'espace, les Japonais pourraient peu à peu reprendre possession du précieux territoire de leur archipel qui a été grugé par l'industrialisation rapide des dernières décennies.

Je fais évidemment allusion aux industries lourdes axées sur les matières premières, et notamment à l'affinage et à la première transformation des métaux comme le fer, le cuivre, le zinc et l'aluminium, à l'usinage des produits agricoles et à la fabrication de la pulpe et du papier. Ces industries ont besoin d'espace d'abord parce qu'elles ont tendance à polluer l'environnement: elles doivent être dispersées pour que les techniques les plus poussées de contrôle de la pollution puissent être utilisées et le Canada dispose de tout l'espace nécessaire au déploiement de ces techniques. Ces industries requièrent également de vastes superficies pour y construire leurs usines encombrantes et emmagasiner leurs matières premières et leurs produits finis. Voilà pourquoi la plupart de ces industries devraient

préféablement s'installer loin des grandes agglomérations urbaines. Bref, nos grands espaces, où au surplus l'eau et l'énergie abondent, conviennent tout particulièrement à ces industries.

J'ajouterai que des arrangements bilatéraux, prévoyant l'émigration progressive de ces industries au Canada, permettraient aux entreprises japonaises de réaliser des économies importantes au chapitre de l'énergie et du transport. Il serait en outre plus facile de négocier, dans ce cadre, un régime de sécurité d'approvisionnement en matières industrielles pour l'industrie japonaise et, réciproquement, un régime de garantie d'accès aux marchés pour les producteurs canadiens de ces matières. Nous avons acquis une expérience et une compétence incontestables dans la plupart des activités de première transformation et nous serions disposés à accueillir d'autres entreprises de ce genre au Canada, préféablement des entreprises conjointes entre les deux pays qui fourniraient des débouchés intéressants aux détenteurs de capitaux japonais. Est-il besoin de rappeler que la stabilité politique et la croissance économique soutenue du Canada garantiraient en longue période la rentabilité de ces investissements ?

La coopération industrielle est une deuxième domaine où, à notre avis, l'intensification des relations entre le Japon et le Canada serait mutuellement avantageuse.

En exploitant avec un succès remarquable votre vaste marché intérieur ainsi que les occasions qui s'offraient sur le plan du commerce international, vos hommes d'affaires ont développé toute une gamme d'industries aussi efficaces qu'avancées, dont la capacité de commercialisation et la position concurrentielle sont maintenant reconnues partout dans le monde. De même, le Canada a élargi et consolidé sa structure industrielle, bien que cette action ait été entreprise à une échelle réduite et qu'elle ait été concentrée davantage sur un seul marché étranger, soit celui des Etats-Unis. Il ne fait pas de doute que la conjoncture

économique internationale des années cinquante et soixante a été favorable aux économies du Japon et du Canada et que les stratégies commerciales et industrielles poursuivies par les leaders de nos gouvernements et de nos milieux d'affaires ont été largement couronnées de succès.

Pourquoi alors remettre en cause ces stratégies? Pourquoi chercher à mettre au point de nouvelles formes de relations économiques internationales? Bref, pourquoi le Japon et le Canada devraient-ils envisager sérieusement un programme de coopération industrielle?

Tout simplement parce que les politiques du passé, quel qu'ait été leur succès, ne seront vraisemblablement pas les plus adéquates pour les années à venir. La structure de l'économie mondiale est en constante évolution. Ces dernières années, les bouleversements ont été particulièrement marqués dans les secteurs de l'énergie et des ressources; mais nous estimons qu'il nous faudra apporter des modifications tout aussi importantes aux politiques d'encadrement d'autres sphères d'activité industrielle, même s'il nous sera possible -- tout au moins l'espérons-nous -- de le faire plus graduellement. La revendication par les pays en voie de développement d'un "nouvel ordre économique mondial", par exemple, ne menace peut-être pas immédiatement la position concurrentielle de nos industries; mais elle finira par conduire, d'une façon ou d'une autre, à une plus grande pénétration de nos marchés par les producteurs de biens de consommation du tiers monde.

En conséquence, nous croyons que la hausse des coûts de l'énergie, la raréfaction des ressources et la concurrence plus vive des pays en voie de développement où les salaires sont bas forceront des pays comme le Japon et le Canada à modifier périodiquement à l'avenir leurs stratégies commerciales et industrielles. Il faudra parvenir à

une plus grande efficacité dans la fabrication manufacturière en allongeant les échelles de production et en améliorant sans cesse les techniques de production. Une plus grande spécialisation et une plus grande intégration de l'activité industrielle s'imposera, cette fois à l'échelle mondiale. Pour ce faire, les pays industrialisés devront entreprendre toute une série de développements technologiques et mettre en oeuvre des programmes d'investissements massifs. Sans doute une économie aussi considérable que celle du Japon ou même une économie de taille aussi respectable que celle du Canada pourraient-elles entreprendre tout cela de façon autonome, sans coordination aucune; mais ce serait là la solution la plus onéreuse et la moins sensée. La coordination internationale serait autrement plus rationnelle, et c'est la raison pour laquelle le Canada cherche à établir des programmes de coopération industrielle avec ses principaux partenaires économiques. Les discussions que nous avons eues au cours des derniers mois avec un certain nombre de pays européens, notamment avec l'Allemagne, la France et la Suède, ont été très encourageantes; et nous espérons que nos propositions seront aussi bien accueillies par les autorités japonaises.

Plus précisément, nous souhaitons procéder avec le gouvernement du Japon, au cours des prochains mois, à une exploration en plusieurs étapes des domaines qui se prêteraient le mieux à une coopération économique et industrielle entre nos deux pays. Dans un premier temps, nos fonctionnaires identifieront les industries qui devraient avoir la priorité à cet égard, soit parce qu'il s'agit de domaines prioritaires dans l'un ou l'autre pays, soit parce que ce sont les activités les plus propices à l'intensification de la coopération canado-japonaise. Dans un deuxième temps, on procédera à l'examen en profondeur de ces domaines prioritaires; après quoi, on pourrait élaborer

des plans et des projets concrets, tenant compte des moyens et des besoins des deux pays, en étroite collaboration avec les secteurs privés du Japon et du Canada.

Je tiens à souligner à cet égard que, même si les gouvernements doivent amorcer, stimuler et faciliter le processus, la "vraie" coopération ne s'organisera que si les sociétés industrielles et les entreprises commerciales des deux pays y participent activement. La coopération industrielle serait stérile si elle devait demeurer une abstraction; elle doit conduire à des investissements bilatéraux, à des échanges technologiques et à des rapports organiques entre sociétés, notamment sous la forme d'entreprises conjointes, entre le Japon et le Canada.

A notre avis, les avantages éventuels d'une telle coopération sont énormes. Evidemment, il faudra du temps pour qu'ils se manifestent pleinement; et si l'on devait prendre trop de raccourcis, on risquerait fort d'échouer. Notre objectif, somme toute, est d'ourdir fil par fil la chaîne optimale entre les structures industrielles japonaises et canadiennes, en se rappelant bien que chaque fil perdu risquerait d'affaiblir l'ouvrage. Certes, les contacts, réunions et pourparlers entre fonctionnaires, industriels, gestionnaires et financiers des deux pays exigeront un temps appréciable; si bien préparées qu'elles soient, nous ne pouvons espérer que ces rencontres conduisent immédiatement à la négociation d'accords concrets. Mais nous devons être prêts dès maintenant à "investir" dans ce genre de contacts, si nous voulons récolter les fruits de la coopération industrielle dans un avenir rapproché.

Permettez-moi de conclure par quelques observations sommaires sur deux des principales difficultés qu'il nous faudra surmonter pour élaborer un programme de coopération industrielle mutuellement avantageux à nos deux pays.

La première difficulté découle des modèles de développement économique quelque peu différents de nos pays. L'économie du Japon, traditionnellement protectionniste par le passé, est maintenant entrée dans une phase de libéralisation. L'économie du Canada, traditionnellement libérale par le passé, est entrée ces dernières années dans une phase où le besoin s'est fait sentir, non pas de mettre en place des aménagements protectionnistes, mais plutôt un certain nombre d'instruments de contrôle plus efficaces du développement économique.

Cette divergence, qui peut facilement s'expliquer par l'histoire économique des deux pays, engendre souvent des malentendus.

Ainsi, les hommes d'affaires japonais nous demandent souvent pourquoi, après avoir demandé pendant si longtemps au Japon d'ouvrir son économie aux importations et aux investissements étrangers, le Canada les astreint maintenant à un processus de tamisage lorsqu'ils expriment l'intention d'investir dans ce pays.

Leurs homologues canadiens pourraient facilement répliquer par une autre question: pourquoi donc est-il si difficile pour les Japonais de comprendre les motifs qui nous incitent désormais à évaluer et à orienter plus efficacement les flux de l'investissement étranger dans notre pays, alors que le développement économique du Japon a si largement profité des contrôles exercés par la Banque du Japon et d'autres organismes de l'Etat?

Je suis convaincu que des discussions et des contacts plus fréquents nous permettront de constater que, même si nous évoluons dans des directions différentes, nous tendons tous deux vers le même but. S'agissant des investissements étrangers et d'autres activités économiques, le Canada a eu tendance par le passé à être trop libéral et le Japon trop protectionniste. Nos gouvernements cherchent maintenant à réaliser un meilleur équilibre entre les intérêts privés et l'intérêt public, entre la planification gouvernementale et l'initiative des hommes d'affaires.

De même, nous devons dissiper les malentendus résultant des particularités de nos institutions gouvernementales respectives, si nous voulons nous engager dans la voie de la coopération industrielle. Les hommes d'affaires canadiens sont souvent désespérés devant le haut degré de centralisation de votre gouvernement et la collaboration très étroite qui s'est établie entre les industries japonaises et les organismes de l'Etat. Ils sont trop souvent portés à conclure que le front commun représenté par ce que le monde occidental en est venu à appeler "le Japon incorporé" est impénétrable; que les marchés japonais sont protégés non seulement par le dynamisme et la position concurrentielle des firmes japonaises, mais également par des décisions administratives; enfin que pour des raisons analogues, il est extrêmement difficile de former des entreprises conjointes ou de négocier d'autres accords industriels avec les Japonais. Pourtant, un certain nombre d'entreprises canado-japonaises existent au Japon pour démontrer que ces impressions ne correspondent pas nécessairement à la réalité économique japonaise.

De leur côté, les hommes d'affaires japonais sont souvent mystifiés par le régime fédéral de gouvernement au Canada, qui doit leur sembler parfois plutôt anarchique. Pourquoi doit-il y avoir onze gouvernements? Faut-il s'adresser au gouvernement fédéral ou au gouvernement provincial pour discuter d'un projet commercial ou d'un investissement? Comment les firmes japonaises doivent-elles procéder pour trouver un partenaire commercial au Canada, lorsque les hommes d'affaires du pays ne sont pas disposés à prêter l'oreille aux recommandations gouvernementales?

La plupart des Japonais qui brassent des affaires au Canada sont heurtés à ces difficultés; et peut-être ne leur avons-nous pas apporté toute l'aide voulue pour les résoudre. Certes le Japonais, habitué à la discrétion avec

laquelle se dégage le consensus dans son pays, doit s'étonner des débats souvent mouvementés qui y conduisent au Canada; néanmoins, ce n'est pas l'anarchie. Le Gouvernement fédéral et les provinces peuvent avoir discuté longuement et parfois même âprement des questions énergétiques au cours des deux dernières années; mais ils ont néanmoins pu régler la plupart de leurs différends et élaborer une nouvelle politique dans ce secteur. Je pourrais ajouter que nous ne pouvions procéder autrement, étant donné que les intérêts énergétiques variaient considérablement d'une province à l'autre et que seules de longues négociations pouvaient de les réconcilier.

A vrai dire, si nous avons deux paliers de gouvernement au Canada, c'est d'abord et avant tout parce que, dans bon nombre de secteurs comme l'éducation, les affaires sociales et plusieurs aspects de la vie économique, il n'est tout simplement pas possible d'en arriver à un consensus national. Aussi, chaque province reste libre de définir ses propres politiques dans certains secteurs, tandis que le Gouvernement fédéral jouit d'une compétence prépondérante dans d'autres ou joue le rôle de coordonnateur à l'échelle nationale. Voilà pourquoi une firme japonaise qui désire s'implanter au Canada peut raisonnablement supposer qu'elle devra traiter aussi bien avec le Gouvernement fédéral qu'avec les gouvernements provinciaux; toutefois, comme l'autorité du Gouvernement fédéral prime en ce qui a trait aux relations économiques internationales, il est généralement plus utile de communiquer avec Ottawa avant de s'adresser aux capitales provinciales.

Mais si vous décidez de venir au Canada, vous constaterez que nous ne nous préoccupons pas outre mesure de l'endroit que vous aurez choisi comme première escale. Je ne puis que vous inciter à venir découvrir le vrai pays qui est le nôtre. Vous découvrirez que les Canadiens sont

accueillants et hospitaliers, plein de sympathie pour le Japon et désireux de mieux connaître leurs nouveaux partenaires japonais.

Je me permets de répéter que le succès des nouvelles formes de coopération que nous espérons instaurer avec le Japon dépend en dernière analyse des progrès de la compréhension entre nos peuples. Voilà pourquoi le Canada attache beaucoup d'importance à ce que nous pourrions appeler la "diplomatie populaire". Nous nous réjouissons du fait que le nombre de visiteurs japonais au Canada augmente constamment et pourrait atteindre 100,000 personnes cette année. Nous négocions présentement avec votre gouvernement un nouvel accord visant à élargir les échanges culturels; et chaque gouvernement s'est déjà engagé à affecter environ 300 millions de yens (un million de dollars) à la promotion des études canadiennes au Japon et des études japonaises au Canada. A ce moment précis, une délégation parlementaire japonaise séjourne au Canada pour définir le cadre d'échanges parlementaires périodiques entre les deux pays. Dans la même veine, je profite de cette occasion pour inviter les organes d'information japonais à établir des bureaux permanents au Canada pour informer plus régulièrement les Japonais sur la nature et le devenir de la société canadienne et aussi pour lui signaler les nombreuses situations propices à une plus grande coopération entre le Japon et le Canada dans tous les domaines.

On m'a dit qu'en japonais Kanata signifie "éloignement;" j'espère ardemment que, grâce à vous, Canada deviendra bientôt synonyme d'une coopération étroite "malgré l'éloignement."